

1

- **REPUBLIQUE DU BURUNDI**



**DISCOURS DE SON EXCELLENCE EVARISTE  
NDAYISHIMIYE PRÉSIDENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DU BURUNDI LORS DE LA 75<sup>ème</sup>  
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

- **Excellence Monsieur Volcan Bozkir, Président de la 75<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies,**
- **Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Majestés,**
- **Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Chers collègues, Distingués délégués, Mesdames, Messieurs, Tout protocole observé,**

**1)** Dès l'entame de mon propos, je voudrais avant tout rendre grâce à Dieu Tout-Puissant, qui nous a permis de nous retrouver ensemble pour débattre des sujets qui nous tiennent à cœur au nom de l'humanité.

Nous aurions bien évidemment souhaité que ce débat qui coïncide avec le 75ème anniversaire de la création de notre organisation se déroule dans la salle de l'Assemblée générale comme il est de coutume, mais hélas, la pandémie de la covid-19 qui a frappé de plein fouet toutes les nations du monde nous impose de nous réunir virtuellement.

4

Nous formulons l'espoir que les prochaines sessions se tiendront dans de très bonnes conditions après avoir vaincu cette crise sanitaire qui n'épargne personne.

2) Permettez-moi ensuite d'exprimer mes chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur **Volcan Bozkir** de la République de Turquie pour sa brillante élection à la présidence de la 75<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

3) Ses grandes qualités et ses talents sont assurément un gage de succès des travaux de cette session. En effet, le thème central de cette Assemblée Générale a été bien pensé. ***"l'avenir que nous voulons, les Nations Unies dont nous avons besoin: réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme, affronter la covid-19 par une action multilatérale efficace"***.

Vous pouvez tout naturellement compter sur l'entière coopération du Burundi dans l'accomplissement de votre noble et exaltante mission.

4) Par la même occasion, je voudrais rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, **l'Ambassadeur Tijjani Muhammad-Bande** non seulement pour ses qualités professionnelles et personnelles admirables, mais aussi pour la manière exceptionnellement professionnelle avec laquelle il a présidé la 74<sup>ème</sup> session que nous venons de clôturer avec succès dans un contexte particulièrement difficile marqué par la crise de la covid-19.

**5)** Je saisis cette occasion pour présenter, au nom du Peuple Burundais, mes condoléances les plus attristées et ma solidarité aux Nations qui ont perdu leurs citoyens suite à la pandémie de la covid-19. Cette pandémie qui frappe sans discrimination a mis en relief l'importance du multilatéralisme, de la solidarité et de la coopération internationales dans la gestion des crises et des paradoxes mondiaux.

6) Qu'il me soit en outre permis de saluer le travail remarquable du Secrétaire général, **Monsieur Antonio Guterres** ainsi que son action courageuse en cours visant à réformer notre organisation commune afin d'accroître son efficacité et sa crédibilité et faire d'elle une organisation proche des citoyens du monde, sans discrimination aucune. Le Burundi lui renouvelle son plein soutien et son entière coopération à cet égard.



**7) Monsieur le Président,** sur le plan de la politique intérieure, le Burundi est très avancé dans son processus de consolidation de la paix et de la démocratie malgré les défis auxquels mon pays est confronté.

En effet, le Burundi a organisé des élections générales entre mai et août 2020. Toutes ces élections ont été justes, libres, démocratiques, transparentes, apaisées et entièrement financées par des moyens propres du contribuable Burundais.

Le financement complet du processus électoral par des ressources nationales témoigne de la volonté du peuple Burundais de s'approprier définitivement du système de gouvernance politique, administrative et économique de notre pays sans interférence extérieure.

Ainsi, maintenant que toutes les bases d'une démocratie renforcée sont là, il ne reste qu'à s'atteler aux travaux de développement, cheville ouvrière de la lutte contre la pauvreté.

Nous sommes conscients que ce combat exige la sagesse, la bravoure, le courage, la persévérance et un sens élevé du patriotisme et d'amour du travail. Ensemble, dans l'unité nous y parviendrons.

**8) En ce qui concerne l'état sécuritaire,** il me plait de vous informer que la situation au Burundi est stable, calme et entièrement maîtrisée sur toute l'étendue du territoire.

**9) Pour ce qui est de la situation humanitaire,** nous nous félicitons du retour massif et volontaire des réfugiés Burundais qui avaient fui le pays suite aux péripéties qui ont endeuillé le Burundi dans son histoire.

En plus de plusieurs milliers de Burundais qui rentrent d'eux-mêmes sans l'assistance du HCR, depuis le 1<sup>er</sup> août 2017 jusqu'au 31 août 2020, **92.285 réfugiés** ont été rapatriés volontairement au Burundi en provenance de la Tanzanie, mais aussi du Kenya, du Rwanda, de la RDC et de l'Ouganda.

Ce mouvement de retour volontaire massif est une manifestation évidente du retour de la paix, la tranquillité, la confiance et la stabilité dans le pays.

**10) Au niveau diplomatique,** nous ambitionnons de bâtir des relations d'amitiés et de coopération fondées sur le principe du respect mutuel et de l'égalité souveraine des Etats. La tendance de certains Etats qui utilisent des moyens à la fois subtils et illégaux pour réguler la géopolitique dans les pays du Sud et se substituer à la communauté internationale pour opprimer d'autres pays en leur imposant des mesures coercitives unilatérales

en violation des principes de la charte des Nations Unies doit cesser. Le Burundi est partisan d'un multilatéralisme où tous les pays, quelque soit leur taille et niveau de développement, ont un rôle à jouer pour faire face aux multiples défis communs à l'humanité.

C'est à ce titre que le Burundi reste ouvert aux pays et aux organisations internationales qui souhaitent davantage tisser des relations de coopération mutuellement avantageuses et respectueuses.

**11) Ainsi donc,** nous rejetons fermement l'agression politico diplomatique injustifiée contre le Burundi et son Peuple par des Gouvernements Etrangers dont certains se sont illustrés dans la tentative de changement de régime en 2015 par des voies anticonstitutionnelles. La diplomatie des muscles doit céder la place à la coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

**12)** Même si la nature des relations entre l’Afrique et les pays au passé colonial devrait être repensée afin de transformer l’histoire douloureuse de la colonisation en opportunités à travers une coopération mutuellement avantageuse, nous ne pouvons pas perdre à l’esprit que les conquêtes pour asservir l’Afrique et les fortes résistances des Peuples d’Afrique pour se défendre contre l’invasion ou pour se libérer du joug colonial ont fauché des millions de vies humaines, en Afrique, et laissé des blessures et des plaies qui peinent à se cicatriser.



**13) En ce qui concerne la présence du Burundi à l'agenda du Conseil de Sécurité,** nous n'avons jamais cessé de le dire : le Burundi se trouve arbitrairement sur l'agenda du Conseil de Sécurité pour des raisons politiques et des intérêts égoïstes de certaines puissances, qui n'ont rien à voir avec le bien-être du peuple Burundais, qui ne constitue en aucune manière une menace à la paix et la sécurité internationales.

Au contraire, cela constitue un facteur de déstabilisation de notre pays au lieu de favoriser la paix et la tranquillité.

Nous réitérons donc notre appel légitime au retrait immédiat du Burundi de l'agenda du Conseil de Sécurité, et d'utiliser ce temps précieux pour traiter du développement socio-économique et pour accompagner les efforts nationaux dans la mise en œuvre du plan national de développement du Burundi 2018-2027 et des objectifs de développement durable de l'agenda 2030.

**14) A propos de la mise en œuvre de l'agenda de développement durable 2030**, outre l'intégration et l'alignement des ODD au Plan National de Développement 2018-2027, le Gouvernement de la République du Burundi a mis en exergue quelques priorités qui nécessitent une attention particulière dans l'immédiat. Il s'agit de la lutte contre la pauvreté, la promotion de la bonne gouvernance, la santé publique, l'agriculture et l'élevage, la protection de l'environnement, de développement du capital humain, la lutte contre le chômage des jeunes et la gratuité des soins de santé des retraités.

Dans le domaine de la bonne gouvernance, le Gouvernement applique la politique de tolérance zéro contre la corruption, l'injustice sociale, le détournement et la dilapidation des biens de l'Etat ainsi que la gestion optimale du personnel au service de l'Etat.

**15)** Le Burundi, à l'instar d'autres pays engagés dans le développement durable, a pris toutes les dispositions de produire régulièrement un rapport de suivi de la mise en œuvre des ODD et du PND.

**16)** Pour partager le chemin déjà parcouru dans la mise en œuvre des ODD, les succès, les défis actuels et émergents, les leçons apprises, le Burundi s'est soumis à l'exercice des examens nationaux volontaires de 2020. Nous restons convaincus que pour que les ODD que nous avons tous adoptés en 2015 deviennent une réalité, il nous faut impérativement plus d'engagement, plus d'ambition, plus d'action et par-dessus tout plus de moyens.

**17) Monsieur le Président, s'agissant des enjeux globaux,** la présente session constitue une excellente occasion pour les Etats membres de nourrir la réflexion sur la manière dont notre Organisation commune doit faire face aux nouveaux défis émergents. Le monde que nous vivons aujourd'hui a plus que jamais besoin d'une approche consensuelle pour faire face à des défis majeurs comme le changement climatique, le terrorisme, la gestion pacifique des conflits, la réforme du Conseil de Sécurité, la question des migrations ainsi que la gestion des crises sanitaires.

**18) S'agissant du climat,** il convient de rappeler que la planète sur laquelle nous vivons et vivront les générations à venir est confrontée à une crise climatique qui s'aggrave de jour en jour avec la montée en flèche des climato-septiques. La crise climatique menace des décennies de progrès et compromet tous les projets entrepris pour construire un développement inclusif et durable. Et entre temps, l'horloge continue de tourner sans possibilité de nous attendre.

C'est en effet pour contribuer à la régénération de la nature et l'amélioration des conditions environnementales, sociales et économiques du pays que le Gouvernement de la République du Burundi a lancé, en novembre 2017, le projet EWE BURUNDI URAMBAYE, un projet qui vise la réduction d'une manière très sensible les effets de la déforestation.



**19) Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme,** tout en condamnant énergiquement le terrorisme sous toutes ses formes, Mon pays le Burundi estime que le terrorisme ne saurait ni ne devrait être associé à une religion, une nationalité, une civilisation ou une origine ethnique donnée. Il s'agit d'une menace sans frontières qui nécessite une solution globale en s'attaquant, sans faux fuyant, aux causes profondes de ce mal du siècle.

Conscient de l'ampleur du terrorisme aujourd'hui, mon pays le Burundi poursuivra sa contribution substantielle à la lutte contre le terrorisme en Somalie où mon pays a déployé plus de cinq mille hommes et aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies comme en Centrafrique où le Burundi dispose d'un bataillon militaire qui fait un excellent travail.

**20) Au sujet du processus de l'intégration régionale,** nous saluons l'initiative de la création de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), une initiative louable qui permettra une libre circulation des biens et des personnes sur le Continent. Il n'y a aucun doute que la zone de libre échange continentale africaine représente une véritable occasion de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique en Afrique.

**21) Au sujet de la réforme du Conseil de Sécurité,** sujet qui fait l'objet de négociations depuis plus d'un quart de siècle, Mon pays le Burundi reste très attaché à la position africaine commune contenue dans **le consensus d'Ezulwini** et dans **la Déclaration de Syrte** qui vise à corriger l'injustice notoire contre l'Afrique, seul continent qui n'est pas représenté au Conseil de sécurité dans la catégorie des membres permanents et sous représenté au niveau de membres non permanents.

**22) S'agissant de la pandémie de la covid-19,** celle-ci a provoqué une crise mondiale sans précédent, une crise qui a littéralement fauché des centaines de milliers de vies et touché des millions de personnes et qui risque d'éroder devant nos yeux, tous les progrès déjà enregistrés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et l'agenda 2063 de l'Afrique.

La pandémie a fait apparaître les fragilités du monde actuel et mis en lumière les déficits béants dans les efforts de développement nationaux et mondiaux, tels que des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités, des changements climatiques galopants et une discrimination persistante à l'égard des personnes âgées, des communautés pauvres, des femmes, des filles, qui sont autant de facteurs d'érosion de la cohésion sociale. Tous ces défis ne peuvent être relevés qu'à travers la solidarité internationale, la coopération et la promotion du multilatéralisme basé sur la règle du droit international.

**23) Monsieur le Président,** en concluant, Mon pays le Burundi n'a jamais cessé de croire en la solidarité internationale, au multilatéralisme et au rejet de la diplomatie des muscles. A travers cette aubaine, Mon pays le Burundi réaffirme son engagement à prendre sa part, toute sa part, dans la construction d'un ordre mondial basé sur la règle de droit, un monde pacifique, équitable et prospère et respectueux des principes de la Charte des Nations Unies.

**Je vous remercie pour votre aimable attention, que Dieu vous bénisse !**

**-FIN-**